

LE DIALOGUE SOCIAL SECTORIEL

Le dialogue social interprofessionnel européen qui réunit la CES, l'UNICE, le CEEP et l'UEAPME (voir fiche n°8) se voit depuis quelques années complété par un dialogue social sectoriel dont, parfois, le dynamisme contraste avec l'intersectoriel. Le niveau de négociation sectoriel paraît en effet plus adapté lorsqu'il s'agit d'aborder de manière opérationnelle certaines questions telles que l'innovation technologique, l'organisation du travail, etc. Par ailleurs, l'évolution récente des relations industrielles se caractérise par une décentralisation des négociations collectives, celles-ci se tenant de plus en plus au niveau de l'entreprise plutôt qu'au niveau sectoriel ou central. Les relations industrielles nationales restent néanmoins très variées.

La Commission européenne a promu la création, en 1998, de « comités de dialogue social sectoriels » (CDSS), afin de développer ce dialogue social secteur par secteur au niveau européen. Établis sur une base volontaire, ces comités comptent en nombre égal des représentants patronaux et syndicaux (maximum de 40 membres). Ils se réunissent au moins une fois par an et sont consultés, chacun dans leurs secteurs, sur les évolutions au niveau communautaire ayant une incidence sociale. Par ailleurs, ils ont pour mission de développer et favoriser le dialogue social au niveau sectoriel.

C'est ainsi que, en quelques années, 37 secteurs se sont constitués en CDSS. Il s'agit de :

- L'acier
- L'agriculture
- L'ameublement
- L'audiovisuel
- Les assurances
- L'aviation civile
- Les banques
- Le bois
- La chaussure
- Les chemins de fer
- Le commerce
- La construction

- Les chantiers navals
- La chimie
- Les collectivités locales et régionales
- La culture
- L'électricité
- Le football professionnel
- Le gaz
- L'horeca et le tourisme
- Les hôpitaux
- Les mines
- La navigation intérieure
- Le nettoyage industriel
- La pêche maritime
- Les postes
- La restauration collective
- La sécurité privée
- Les services aux personnes (coiffure)
- Le spectacle vivant
- Le sucre
- La tannerie et le cuir
- Les télécommunications
- Le textile et l'habillement
- Les transports maritimes
- Les transports par route
- Le travail intérimaire.

Du côté des acteurs syndicaux, il existe une dizaine de fédérations syndicales sectorielles européennes (affiliées à la Confédération européenne des syndicats). Ce sont ces fédéra-

tions qui négocient au sein des CDSS. Il s'agit de :

- FETBB/EFBWW : Fédération européenne des travailleurs du bâtiment et du bois
- EEA : Alliance européenne des médias et du spectacle (European entertainment alliance)
- EFFAT : Fédération européenne des syndicats de l'alimentation, de l'agriculture et du tourisme
- FEJ/EFJ : Fédération européenne des journalistes
- EMCEF : Fédération européenne des syndicats des mines, de la chimie et de l'énergie
- FEM/EMF : Fédération européenne des métallurgistes
- EPSU : Fédération syndicale européenne des services publics
- ETF : Fédération européenne des travailleurs des transports
- CSEE/ETUCE : Comité syndical européen de l'éducation
- FSE-THC /ETUF-TCL : Fédération européenne du textile, de l'habillement et du cuir
- UNI-Europa : Fédération des services et de la communication (Union Network International).

Au cours des dernières années, de nombreux textes conjoints ont été adoptés dans le cadre de ce dialogue social sectoriel européen. Certains d'entre eux n'ont qu'une portée très limitée, mais d'autres peuvent être considérés comme centraux par rapport au secteur concerné.

Une étude réalisée par l'Observatoire social européen a tenté de définir les dynamiques du dialogue social sectoriel en fonction des spécificités des secteurs, et le lien éventuel entre ces dynamiques et la nature des textes conjoints signés (environ 500) dans ces secteurs. Selon cette étude, on peut regrouper les secteurs en six grandes catégories :

- les secteurs intégrés aux politiques européennes (transports, agriculture), qui produisent surtout des accords-cadres, juridiquement contraignants (par exemple sur le temps de travail). Ce type d'accord

est extrêmement minoritaire dans le dialogue social sectoriel

- les secteurs dont les espaces nationaux sont dérégulés (télécoms, poste, électricité...), mis en concurrence et en interconnexion, qui produisent surtout des recommandations et des positions communes à destination des institutions européennes
- les secteurs en déclin (textile, chaussure, sucre...) et fortement soumis à la concurrence internationale, qui produisent surtout des codes de conduite
- des secteurs traditionnels (banques, assurances) à la recherche d'un « objet européen », et dont le dialogue social n'est à ce jour pas très dynamique
- les secteurs en recherche d'une « image de marque » européenne (sécurité privée, nettoyage...) et d'un « label de qualité » s'essaient à des codes de conduite non basés sur les normes de l'OIT (éthique, par exemple)
- enfin, le secteur du commerce qui expérimente les divers instruments dans sa volonté de mieux faire ressortir ses enjeux spécifiques (par rapport aux autres secteurs et à l'interprofessionnel).

Cette étude montre à quel point le dialogue social sectoriel est déterminé par le contexte économique, politique et social de chaque secteur : ouvert à la concurrence internationale ou non, concerné par les politiques européennes ou non, libéralisé ou non, en déclin ou non, etc. C'est principalement en fonction de ces spécificités que les acteurs sociaux modèlent le contenu de leur dialogue social européen.

Éléments d'évaluation

Le niveau d'engagement ou de « contrainte » des textes adoptés par les acteurs du dialogue social sectoriel est certes très variable. On y retrouve des règlements intérieurs et des outils, des avis communs, des déclarations, des résolutions, des recommandations, des propositions, des orientations, des codes de conduite, des protocoles d'accord et des accords. Comme le note la Commission, « *le dialogue social sectoriel a débouché plus*

souvent sur des demandes conjointes adressées à un tiers [ndlr : notamment au Conseil et à la Commission elle-même] que sur des engagements réciproques »...

On notera également que certains secteurs se montrent beaucoup plus dynamiques que d'autres (en particulier, la poste, les télécommunications, le commerce, le chemin de fer). Toutefois, globalement, il est clair que le dialogue sectoriel a actuellement le vent en poupe au niveau européen. Dans certaines circonstances, les « ratés » du dialogue social interprofessionnel (par exemple l'échec en 2001 des négociations sur le travail intérimaire) favorisent d'ailleurs le lancement de négociations sectorielles (déclaration conjointe du secteur du travail temporaire concernant les agences de travail intérimaire). Ces éléments permettent de penser que le dialogue social sectoriel possède un fort potentiel de développement.

Pour en savoir plus

- Décision 98/500/CE de la Commission du 20 mai 1998 concernant l'institution de comités de dialogue sectoriel destinés à favoriser le dialogue entre les partenaires sociaux au niveau européen, JO L 225 du 12 août 1998, pp.0027-0028.
- Commission européenne (2000), , "Les relations de travail en Europe, 2000", OPOCE, Luxembourg
- Commission européenne (2002), , "Les relations de travail en Europe, 2002", OPOCE, Luxembourg
- Commission européenne (2004), "Les relations de travail en Europe, 2004", OPOCE, Luxembourg
- Commission européenne (2003), *Le dialogue social sectoriel européen*, OPOCE, Luxembourg, (http://europa.eu.int/comm/employment_social/publications/2003/ke4702397_fr.pdf)
- Philippe Pochet, Le dialogue social sectoriel, une analyse quantitative, Chronique internationale de l'IRES, n°96, septembre 2005.

- Site de la DG Emploi et Affaires sociales (Dialogue social européen),
- http://europa.eu.int/comm/employment_social/social_dialogue/sectoral_fr.htm
- Observatoire européen des relations industrielles, <http://www.eiro.eurofound.ie>

Note

- (1) Commission européenne (2004), *Les relations de travail en Europe - 2004* », OPOCE, Luxembourg.

Fiches d'information réalisées pour la Formation-Education-Culture (FEC : info@fecasbl.be) par l'Observatoire social européen avec le soutien financier de la Commission européenne et de la Communauté française. Ces fiches sont destinées à servir de support aux formations de la FEC et peuvent être reproduites dans ce but exclusif. Leur adaptation ou traduction n'est autorisée qu'avec l'accord écrit de l'auteur (info@ose.be) et moyennant citation complète de la source.